

La Croix - mardi 26 septembre 2023

## ÉVÉNEMENT

5

Georgia Meloni le 7 décembre 2022, à la Scala de Milan. IPA via Reuters



## repères

## Une bascule historique

Après la chute, en juillet 2022, du gouvernement d'union nationale de Mario Draghi, les électeurs étaient appelés aux urnes le 25 septembre.

Georgia Meloni devient la première femme et la première héritière d'un parti d'extrême droite issu du fascisme à accéder à la présidence du Conseil italien.

L'alliance des droites (Ligue et Forza Italia) dirigée par son parti post-fasciste Fratelli d'Italia obtient, avec plus de 44 % des suffrages, une majorité tant à la Chambre des députés qu'au Sénat.

À gauche, le Parti démocrate de l'ancien premier ministre Enrico Letta (2013-2014) et ses alliés n'ont obtenu que 26 % des voix.

Au centre, deux formations ont concurrencé droite et gauche : le Troisième Pôle, une alliance créée à l'été 2022 (8 % des voix), et le MSS de Giuseppe Conte (15 % des voix).

●●● Claudia Cardinale, Raffaella Carrà ou encore Marco Bellochio.

Dans ce décret censé porter les mesures à prendre pour l'organisation du Jubilé 2025, un amendement, adopté le 3 août dernier, prévoit de faire passer les nominations des membres du comité scientifique de l'institution sous le contrôle direct de l'exécutif et de donner à ce dernier davantage de pouvoir sur son fonctionnement. Par ailleurs, le texte met fin au mandat de ses dirigeants actuels, qui devait se terminer en 2025. Le 4 août, la présidente de la fondation, Marta Donzelli, ainsi que trois autres membres de la direction, ont démissionné en signe de protestation.

« Pour construire une hégémonie culturelle, il faudrait déjà avoir des intellectuels et des idées. »

Georgia Meloni est-elle pour autant en train de mettre en œuvre son grand projet de récit national ? Piero Ignazi, professeur à l'Université de Bologne répond sans hésiter : « Pour construire une hégémonie culturelle, il faudrait déjà avoir des intellectuels et des idées. Là on parle de contrôle des médias et de la communication, c'est différent. »



Alessandro Giuli, proche de Meloni, a été nommé à la tête du Maxxi, un grand musée romain. Ernesto S. Ruscio/Getty via AFP

Massimo Scaglioni, professeur de l'histoire des médias à l'Université catholique de Milan est, lui aussi, sceptique. « Le spoil system (placer des proches à des postes d'influence, NDLR) n'est pas nouveau en Italie. C'est une pratique courante, surtout pour la RAI qui, historiquement, a toujours été très contrôlée par les gouvernements. Et

puis, peut-on vraiment penser à bâtir un récit national quand on voit la crise que traversent les médias et le cinéma italien aujourd'hui ? » Selon lui, le grand projet de récit national se résume à une stratégie bien plus classique des populistes : « Faire un peu de fumée médiatique pour ne pas parler des vrais problèmes. »

Le président d'un théâtre national – qui a préféré rester anonyme – partage cet avis. « On en parle plus aujourd'hui car c'est Georgia Meloni, mais cela a toujours été comme ça, confie le directeur qui ne semble pas particulièrement inquiet à l'idée d'une conquête culturelle. Ceux qui dénoncent ça aujourd'hui sont ceux qui ont profité de ce système pendant des années, c'est ça le vrai problème. »

Rien que de très classique en Italie ? C'est aussi la théorie de Lorenzo Castellani, professeur d'histoire politique à La Luiss à Rome : « Il n'y a pas de projet culturel, ni de volonté de créer quoi que ce soit, c'est simplement une opposition à ce qu'ils qualifient de pensée unique. Ils ne veulent pas laisser le monopole des idées à la gauche. » Et, poursuit-il, il n'y a pas plus de public que de projet. « Meloni est une stratégie politique, elle s'intéresse aux votes, à ce que pensent les Italiens. Or, la plupart d'entre eux, particulièrement l'électorat de la droite, s'en fichent de la culture. Ils ne veulent pas qu'on leur explique quoi penser, ils veulent simplement payer moins de taxes, continuer d'utiliser leurs scooters et ne pas avoir trop de migrants. »

Laure Giully

## L'extrême droite italienne se normalise

— Dans un pays habitué à l'instabilité, le gouvernement Meloni garde une popularité importante.

— Politiquement, Georgia Meloni a opté pour une stratégie typique des nouvelles droites radicales et populistes.

La lune de miel entre Georgia Meloni et son électorat se poursuit. Arrivé en tête des élections législatives le 25 septembre 2022, son parti d'extrême droite et post-fasciste, Fratelli d'Italia, est toujours le favori des Italiens avec près de 30 % d'opinion favorable.

Elle a été élue sur des promesses chères à la droite radicale et populiste : un blocus naval pour stopper l'immigration, le retour aux valeurs traditionnelles – ordre, famille et patrie –, une position ambiguë sur l'avortement et très claire sur les droits de la communauté LGBT, hurlant dans les meetings « oui à la famille naturelle, non au lobby LGBT », et sans propositions économiques autres que de « redonner du pouvoir d'achat » aux ménages. Mais alors que l'instabilité politique est reine en Italie, le consensus autour de Georgia Meloni demeure. 70 % des Italiens sont même convaincus qu'elle ira au bout des cinq ans de son mandat, du jamais vu depuis la réélection de Silvio Berlusconi en 2001.

Au niveau économique, sa politique de droite libérale s'inscrit dans la continuité de celle menée par Mario Draghi. En revanche, son acharnement contre les familles homoparentales inquiète. Transformant ses paroles en actes, elle réduit toujours plus les droits des personnes LGBT+, déjà très limités en Italie. Ainsi, les couples de même sexe n'ont pas accès au mariage, ni à l'adoption, ni à la procréation médicalement assistée (PMA). En janvier, les maires ont reçu l'ordre de ne plus enregistrer à l'état civil les enfants des couples homosexuels avec les noms de famille des deux parents, considérant que seules les mères ayant accouché pouvaient être reconnues. Privant de fait le deuxième parent de tous ses droits. Cet été les parlementaires italiens ont également voté un projet de loi faisant de la GPA – interdite en Italie – un « crime universel ». Si elle est approuvée par le Sénat, cette mesure permettrait de punir ceux y ayant recours, d'une peine allant jusqu'à deux ans de prison et 1 million d'euros d'amende.

En revanche sur la question migratoire, le bât blesse. Après un début en fanfare et un décret qui

complique encore davantage le travail des ONG en mer, Georgia Meloni est rattrapée par l'actualité avec l'arrivée à Lampedusa de plus de 10 000 migrants en moins d'une semaine. Depuis janvier 2023, l'Italie a accueilli près de 130 000 migrants, soit environ deux fois plus que l'an dernier, la forçant à durcir encore le ton pour rassurer ses électeurs. Elle a ainsi annoncé la création de nouveaux centres de rétention et l'augmentation de la durée de détention pour les migrants illégaux. « Ses discours populistes se heurtent à la réalité du pouvoir, on ne peut pas arrêter l'immigration avec un blocus naval, ça n'a pas de sens », analyse Piero Ignazi, professeur en science politique à l'université de Bologne.

Mais Georgia Meloni voit plus loin. Elle veut s'imposer comme la cheffe de file de la droite conservatrice pour les élections européennes de 2024. « Elle veut s'allier avec le Parti populaire européen (la droite modérée) pour créer une union des droites et peser dans la majorité européenne, sans pour autant perdre son électorat de base, explique le politologue, Massimiliano Panarari. Elle veut faire de Fratelli d'Italia un parti de droite

Georgia Meloni veut s'imposer comme la cheffe de file de la droite conservatrice aux européennes.

conservateur classique. » Pour réaliser sa pirouette, elle « mise tout sur l'ambiguïté, pour contenter tout le monde. Elle supprime le revenu de citoyenneté puis, d'un coup, taxe les profits des banques ».

« D'un côté, elle donne des gages à Bruxelles, de l'autre, elle intervient très peu sur les sorties racistes, révisionnistes ou homophobes de sa majorité », abonde Georgia Serughetti, chercheuse en philosophie politique à l'Université de Milan-Bicocca. Une droite à deux visages, typique des nouvelles droites radicales populistes, « comme en Pologne, en Hongrie et un peu chez Vox (parti d'extrême droite espagnol, NDLR), poursuit l'experte. Une « normalisation » (qui) permet de faire passer des mesures plus radicales contre les droits des LGBT, des étrangers ou des réfugiés. Elle heurte certaines minorités, mais le reste de la population est satisfait, donc ça va, c'est la démocratie ». Une démocratie version Meloni!

Laure Giully